

(Suite de la page 9)

avec le Tribunal de La Haye, jusqu'à l'extradition du dernier inculpé recherché, Goran Hadzic, ancien leader serbe de Croatie, en juillet 2011. Assez curieusement, le principal partenaire de coalition du gouvernement serbe est, depuis 2008, le Parti socialiste fondé par Milosevic ! Entre-temps, le partenaire monténégrin avait largué les amarres et la Serbie fut sans doute le seul Etat au monde à devenir indépendant sans l'avoir demandé !

Alors que l'actuel Président, Boris Tadic, son gouvernement et une partie de l'opposition clament que les deux « priorités stratégiques » du pays sont l'adhésion à l'UE et le maintien du Kosovo en Serbie, ce grand écart devient de plus en plus difficile à être crédible. Certes, l'UE « se rapproche » peu à peu. Ayant profondément modifié sa législation et venant, notamment, d'adopter la loi de « restitution » des biens des grands propriétaires de l'époque de la monarchie, la Serbie espère devenir officiellement « candidate » encore en 2011. Quant à la seconde priorité proclamée, depuis la proclamation d'indépendance du Kosovo en février 2008, elle semble, non seulement s'apparenter de plus en plus à un vœu pieux, mais être de plus en plus inconciliable avec la première.

Certes, plus d'une centaine d'Etats – particulièrement en Amérique du Sud et en Asie – n'ont pas reconnu l'indépendance du Kosovo et la Serbie peut compter sur le soutien de la Russie et de la Chine pour bloquer son accession à l'ONU et à de nombreuses instances internationales. L'image de ses dirigeants issus de l'UCK a été sérieusement écornée par les accusations formulées par le rapport de Dick Marty, publié fin 2010, les impliquant dans un trafic d'organes de prisonniers serbes pendant et peu après la guerre de 1999. Mais Hashim Thaci, considéré comme le chef de ces sordides contrebandiers, a réussi à se maintenir à la tête du gouvernement kosovar et se promène librement à Washington et Bruxelles. L'enquête « indépendante » exigée par Marty et une résolution du Conseil de l'Europe a été confisquée et pratiquement enterrée par EULEX³, la mission de l'UE qui encadre le gouvernement de Pristina et qui a remplacé celle de l'ONU lors de la proclamation d'indépendance.

La présente année 2011 a surtout été marquée par l'ouverture, en mars à Bruxelles d'un « dialogue » entre Pristina et Belgrade, pourparlers demandés par une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU présentée conjointement par l'UE et la Serbie, et, depuis juillet, par des incidents sans précédent dans le Nord du Kosovo (voir l'encadré).

Ces événements, caractérisés par une étroite coordination entre le gouvernement de Thaci, la KFOR et EULEX afin de tenter de rompre le cordon ombilical entre Serbes du Nord du Kosovo et la Serbie centrale tout en prenant appui sur des pourparlers biaisés, semblent révéler une tactique bien huilée de la « gestion » des conflits balkaniques par l'Occident. En février 1999, les négociations de Rambouillet ont été organisées à la seule fin de justifier les bombardements qui suivirent quelques semaines plus tard ; les pourparlers de 2006 et 2007 sur le statut « final » du Kosovo, sous la houlette de Martti Ahtisaari, n'avaient comme seul objectif de montrer que son indépendance était inscrite dans les étoiles. A nouveau, le « dialogue » exigé par l'UE et les Etats-Unis ne sert qu'à camoufler une politique fondée sur le chantage et l'imposition du fait accompli. Belgrade a tout intérêt à rompre le plus rapidement possible ce cycle infernal. Sinon, il est à craindre que le Nord du Kosovo tombera rapidement sous la coupe de Pristina et que ses habitants connaîtront le sort réservé aux Serbes et autres minorités du reste du Kosovo, où ceux qui ont évité la mort et l'exil vivent parqués dans des bantoustans assiégés.

Georges Berghezan

Notes

1. Contre 29 % de Serbes, 8 % de Bosniaques, 5 % d'Albanais, etc. Les résultats officiels du recensement sont disponibles sur www.monstat.org
2. De 1996 à mars 1999, le conflit avait fait environ 2.000 morts, en majorité des combattants ; pendant les 11 semaines de bombardements, on en releva environ 10.000, surtout des civils ; dans le Kosovo occupé par l'OTAN, le nettoyage ethnique coûta la vie à au moins un millier de personnes, uniquement des civils.
3. Voir *Trafics d'organes au Kosovo : vers le sabotage de l'enquête ?*, Alerte OTAN ! n° 41, mars 2011

Samedi 08 octobre 2011

De Markten

5, Vieux marché au grain - 1000 Bruxelles

7e Conférence pour la paix : Afghanistan, 10 ans de guerre

Conférence, ateliers, débats (de 13h30 à 19h):
entrée 3€

Repas afghan et musique par l'Association Culturelle
Afghane (à partir de 19h) : 7€

Inscription souhaitée avant le 4 octobre :
info@cnapd.be ou 02/640.52.62



ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 43 Juillet - Août - Septembre 2011

EDITORIAL

De la guerre contre les terroristes à la guerre à leurs côtés

L'intervention "humanitaire" de l'Otan en Libye épouse, dans les grandes lignes, le schéma de la guerre du Kosovo : information à sens unique, encensement des "bons", diabolisation des "méchants", récits invérifiables d'atrocités justifiant cette guerre auprès de nos populations occidentales. En Libye, l'Otan protège de bien curieuse façon les civils qui se trouvent "du mauvais côté", bombardés, dans des villes assiégées, privés d'eau, menacés d'un bain de sang s'ils ne se rendent pas - et aucun responsable politique, aucun grand média ne se demande de quelle sorte de protection de la population civile il s'agit là. Comme il y a 12 ans au Kosovo, la propagande tente de sensibiliser et désensibiliser l'opinion dans le bon sens.

Si l'Otan est en Afghanistan, nous a-t-on bien répété, c'est pour combattre Al-Qaïda. En Libye, le haut commandant du Conseil Militaire de Tripoli est l'Émir du Groupe Combattant Islamiste libyen, chef terroriste salafiste (brigade d'Al Qaïda) sorti de Guantanamo. Cette nouvelle alliance entre l'Otan et Al-Qaïda a le mérite de montrer à quel point la guerre contre la terreur est un leurre. Depuis la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques, où fit ses classes un agent de la CIA du nom d'Oussama Ben Laden à l'aide aux membres libyens d'Al-Qaïda, en passant par le soutien aux jihadistes de Bosnie, on appréciera la belle constance de l'Occident.

Si le discours officiel, "guerre à la terreur", ou "guerre humanitaire", épouse les nécessités du moment, la trame de ces guerres de l'Otan (en Yougoslavie, en Afghanistan) reste la même : installer de force une présence militaire, et implanter dans des endroits stratégiques de

(Suite page 6)

Belgique - België
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024

Prix de vente 1€

Editeur Responsable

M.Poznanski: rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles
Tél & fax : 02 511 63 10
www.csotan.org
info@csotan.org
Pour soutien:
Cpte n° 068-2447491-14

Sommaire

Compte-rendu de la
commémoration Hiroshima-
Nagasaki

Page 2

En Libye,
l'Otan poursuit la guerre
et la Belgique aussi.

Page 3

La complicité
entre l'ONU et l'Otan

Page 4

Afghanistan :
10 ans de gâchis prémédité

Page 5

Il y a 20 ans, la Yougoslavie
explosait
(2e partie)

Page 7

Mailing list ALERTE OTAN

Le CSO anime une liste de diffusion publiant régulièrement des informations et des analyses concernant l'Otan, et à laquelle vous pouvez contribuer

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse
alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr

Commémoration Hiroshima-Nagasaki, 6 août 2011

Le Parc Hibakusha de l'Université de Mons, qui a été créé à l'initiative de Pierre Piérart. est un lieu de commémoration de la tragédie de Hiroshima et de Nagasaki. Et aussi un moment de réflexion, d'échanges d'idées, de recherche d'actions pour le désarmement nucléaire mondial et l'abolition des guerres. Cette année a vu la confirmation de la continuité de cet objectif, un an après la mort de Pierre Piérart. Une convention a été signée pour perpétuer le Parc Hibakusha dans cette fonction, entre l'Université de Mons (Umons), le Centre d'Ecologie Appliquée du Hainaut (CEAH), l'Association des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (AMPGN), le Comité de Surveillance de l'Otan (CSO) et la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD), dont Pierre Piérart était membre et responsable à divers titres.

La commémoration a rassemblé une cinquantaine de personnes, la plupart représentant des associations de paix et/ou anti-nucléaire, tant flamandes que francophones. La cérémonie s'est terminée par un dépôt de fleurs et une minute de silence devant la stèle à la mémoire des victimes des bombardements nucléaires de Hiroshima et de Nagasaki et des essais nucléaires.

L'après-midi était consacrée à une conférence-débat sur le thème « ***Le désarmement nucléaire ce n'est pas pour demain – Dangers du nucléaire militaire et civil – Propositions d'actions*** ».

Philippe de Salle, président de l' AMPGN, a expliqué les aspects médicaux observés lors des explosions, des dysfonctionnements, des essais nucléaires, tant civils que militaires. Brûlures, blessures, contusions, cancers pouvant apparaître 20 à 30 ans après l'exposition. Il souligne également la faiblesse des moyens mis en œuvre pour étudier, et assurer les soins des populations en cas d'explosion, alors que les risques du nucléaire civil et l'éventualité de l'utilisation d'armes atomiques sont plus actuels que jamais dans notre monde en crise.

Henri Firket, ancien président de l'AMPGN, analyse et dénonce le coût exorbitant des armes nucléaires et le poids des dépenses d'armement en pleine crise économique mondiale. Tout le monde est d'accord sur les effets destructeurs de l'arme nucléaire, mais il semble impossible d'obtenir une résolution de l'ONU pour leur élimination. La petite flamme allumée par Obama à son élection s'est vite éteinte. Le cout élevé de la recherche et fabrication de ces armes, nécessite la baisse d'autres budgets comme celui de la santé, de l'éducation, etc.. Dans un pays comme les Etats-Unis, l'industrie militaire est même le principal moteur de l'économie. Beaucoup croient en Europe occidentale qu'on est loin de la guerre, mais il faut se rendre compte que les armes essentielles finissent toujours par être utilisées. Le danger de la guerre nucléaire est toujours vivace.

Georges Spriet, de VREDE, montre que l'OTAN met encore à l'avant-plan une stratégie nucléaire. Celle-ci se retrouve dans le « nouveau concept stratégique » adopté lors du dernier sommet de Lisbonne. On suit toujours 'la stratégie de la première frappe' qui préconise l'attaque et destruction quasi-totale de « l'ennemi » et, en cas de riposte de celui-ci, le recours au 'bouclier' ,qui est présenté comme une arme de défense. La Russie reste l'ennemi potentiel... Néanmoins, au sein de l'Otan, l'Allemagne demande le départ des armes nucléaires stockées en Europe. La Belgique a formulé timidement la même demande. Mais rien n'est fait pour autant et les 10 à 20 bombes nucléaires se trouvent toujours à Kleine Brogel. Les bombes B 61 pourraient être « modernisées » au lieu d'être démantelées, afin de pouvoir être placées dans des bombardiers à plus longue distance que les actuels F-16. La notion, chère a l'OTAN, de différence entre bombes tactiques (à courte portée) et bombes stratégiques (à longue portée) sera caduque, avec les risques qu'on devine. Nous devons donc nous prononcer contre cette 'modernisation' et le remplacement des avions F 16 et, au contraire, exiger une Zone Européenne '*nuclear free*'.

Michel Wautelet, professeur de l'Université de Mons, donne un « cours de terrorisme nucléaire ». Une attaque terroriste nucléaire, dont Obama se dit préoccupé, est-elle possible, ou sommes-nous dans le domaine du pur fantasme ? La bombe A, pour exploser, nécessite un litre de matière atomique (uranium) et quelques 300 à 400 professionnels pour la fabrication. Où trouver tout cela sinon dans les livres de science fiction ou dans un film de James Bond ? La bombe à plutonium (implosion) a besoin d'uranium enrichi . Où le trouver et comment la fabriquer ? La bombe a hydrogène nécessite aussi une équipe de haut niveau. Où la trouver ? La bombe sale : cobalt, césium, strontium... irréalisable. La seule attaque réalisable reste celle d'un avion s'écrasant sur une centrale nucléaire civile. Il faudrait néanmoins disposer d'un avion de grosse portée. Comment prévenir et éviter pareille attaque? Militariser la protection des centrales civiles actuelles.... Cette perspective ne semble pas réaliste.

Le débat a porté en particulier sur le lien à faire ou non entre nucléaire civil et nucléaire militaire.

Certains considèrent que la lutte contre l'armement nucléaire passe au second plan et ne peut aboutir sans l'interdiction totale du nucléaire comme source d'énergie à usage « civil ». D'autres pensent que le problème du nucléaire civil est à envisager à échelle mondiale et que tous les pays ne sont pas en mesure de s'en passer, alors que les grandes puissances nucléaires militaires refusent de désarmer tant qu'il existe une possibilité pour un autre pays de développer l'industrie nucléaire, même civile. La question n'est certes pas tranchée !

En conclusion, la volonté de ceux qui ont pris part à cette journée, est de poursuivre la réflexion et l'action et de contribuer à la pérennité du Parc Hibakusha pour servir cette cause.

Claudine Pôlet et Carla Goffi

Sur le site du CSO www.csotan.org, on peut trouver:

- Les photos de l'événement**
- L'intégralité des exposés des intervenants de la conférence**
- les allocations des associations présentes à la commémoration (CEAH, CSO, AMPGN, CNAPD, MCP, Pax Christi, Sortir du Nucléaire, Europeforpeace, COLUPA, LEF, Brabant Ecologie.)**
- la Carte Blanche « La menace nucléaire, d'Hiroshima à Tihange », parue dans La Libre Belgique du 6.8.2011**

(Suite de la page 7)

que les idiomes parlés en Serbie et au Monténégro ne diffèrent que par l'accent). Ces efforts se sont étendus au domaine de l'enseignement, où le gouvernement a voulu imposer le « monténégrin » comme langue officielle unique.

Cependant, le premier recensement en 20 ans, mené en avril 2011, a révélé que, si 45 % de la population s'affirme monténégrine¹, ils sont néanmoins 43 % à déclarer parler « serbe », contre seulement 37 % disant s'exprimer en « monténégrin ». Confortée par ces chiffres, refusant la marginalisation de la langue d'une majorité de la population, l'opposition a, pendant plusieurs mois, refusé de contribuer à une majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption d'une réforme de la loi électorale, préalable aux négociations d'adhésion avec l'UE. Le gouvernement a finalement cédé, en reconnaissant, juste avant la rentrée scolaire, la variante « serbe » dans le système d'enseignement.

Même si cet obstacle est désormais levé, le chemin du Monténégro vers le paradis européen risque d'être encore long, certains Etats membres évoquant discrètement la gêne que commence à leur inspirer l'absence de liberté de la presse et les accointances mafieuses des cercles dirigeants dans le petit Etat se voulant le « Monaco de l'Adriatique ».

En créant avec le Monténégro la « République fédérale de Yougoslavie » en avril 1992, la **Serbie**, sous la présidence de Slobodan Milosevic, se résignait à la fin de la « grande Yougoslavie » et entamait le retrait de ses troupes des champs de bataille de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, non sans laisser aux milices serbes locales armement, conseillers et volontaires de tous poils. Si Milosevic garda assez facilement le contrôle des indépendantistes serbes de Croatie, ses relations avec ceux de Bosnie, dirigés par Radovan Karadzic, furent beaucoup plus heurtées et c'est avec grand peine qu'il leur imposa l'accord de Dayton qui mit fin à la guerre en novembre 1995.

A ce moment, le président serbe, apparatchik de la Ligue des communistes arrivé au pouvoir à l'issue d'un putsch interne qu'il dénomma « révolution antibureaucratique », crut sans doute qu'il allait enfin pouvoir se débarrasser de son image de « Hitler des Balkans » matraquée par les médias occidentaux et que les mesures d'embargo – militaire, économique et culturel – qui isolaient le pays allaient bientôt s'alléger.

Il n'en fut rien. Quelques mois après Dayton, une formation paramilitaire, l'Armée de libération du Kosovo (UCK), lançait ses premières attaques contre des policiers et des réfugiés serbes de Croatie et Bosnie installés au Kosovo. En 1989, la province méridionale de Serbie, et également son berceau historique, mais peuplée majoritairement d'Albanais, avait eu son statut d'autonomie drastiquement réduit par Milosevic, mis sous pression par la minorité serbe qui se plaignait d'être malmenée par la majorité albanophone. Menés par Ibrahim Rugova, les Albanais entamaient alors une résistance non-violente, accompagnée d'un réseau d'institutions parallèles. Belgrade laissa faire et ne prit pas la peine d'entamer des négociations sérieuses avec Rugova. Cela fournit à l'UCK un certain soutien dans une jeunesse jugeant que les moyens pacifiques n'avaient rien donné. Entraînée en Albanie par les services secrets allemands, financée par la mafia albanaise et ses revenus tirés du trafic international d'héroïne, l'UCK se développa rapidement, suscitant une riposte militaro-policière de Belgrade et d'inévitables « bavures ».

Après un semblant de négociations à Rambouillet, près de Paris, l'OTAN estima qu'il était temps d'empêcher un « génocide » et entama en mars 1999 une campagne de bombardements, qui mirent davantage à mal les infrastructures civiles (industries, ponts, écoles…) de la Serbie que l'appareil militaire yougoslave. Alors que le conflit n'avait jusqu'alors provoqué qu'un nombre limité de morts et de réfugiés, les bombes de l'OTAN entraînèrent la véritable « catastrophe humanitaire » qu'elles étaient censées prévenir². Les milices et la police serbes se retournèrent contre la population albanophone, dont plus de la moitié se réfugia en Albanie et en Macédoine. Cependant, après 78 jours de frappes, Milosevic céda et retira armée et police du Kosovo. Avec les forces terrestres de l'OTAN, l'UCK s'empara du territoire qu'elle s'employa à « purifier » de ses éléments non-albanais (Serbes et Roms furent les plus visés) et de nombreux « traîtres », des Albanais qui avaient collaboré avec les services étatiques serbes ou yougoslaves. Mis à l'écart dès avant les bombardements par les Occidentaux, dont le chéri était devenu Hashim Thaci, chef de l'UCK, Rugova et son parti parvinrent néanmoins à s'imposer lors des scrutins électoraux. Mais le vrai pouvoir, fondé sur une économie souterraine comprenant une variété sans bornes de trafics et d'activités criminelles, demeurerait aux mains de l'UCK, en particulier dans celles de la faction dirigée par Thaci.

Afin de restaurer un semblant de légalité internationale – les bombardements n'avaient nullement été autorisés par le Conseil de sécurité –, l'ONU déploya au Kosovo une mission chargée d'administrer le territoire en attendant que son statut soit déterminé. Mais la résolution du Conseil de sécurité qui autorisait ce déploiement, et celui des troupes de la KFOR, sous commandement OTAN, chargées d'en assurer la sécurité, réaffirmait l'appartenance du Kosovo à la Yougoslavie d'alors, dont l'héritier juridique est la Serbie.

Affaibli par la perte de contrôle du Kosovo, à l'exception relative du Nord, peuplé majoritairement de Serbes, mais surtout par des difficultés économiques croissantes et par les immixtions de plus en plus ouvertes des pays occidentaux, Milosevic, alors Président de Yougoslavie, fut renversé en octobre 2000, à l'issue d'un scrutin controversé et de manifestations soigneusement préparées qui aboutirent à la prise du Parlement et de la radio-télévision. Huit mois plus tard, la nouvelle équipe au pouvoir – regroupée sous la houlette du Premier ministre serbe Djindjic, pro-occidental, et du Président yougoslave Kostunica, souverainiste – expédia Milosevic à La Haye, où le Tribunal pénal international l'avait inculpé de crimes contre l'humanité et de génocide en Croatie, en Bosnie et au Kosovo. C'est également vers cette époque que Belgrade vint à bout d'une petite guérilla albanaise apparue au début 2000 dans la vallée de Presevo, région de Serbie centrale bordant le Kosovo et peuplée majoritairement d'albanophones. Réclamant l'annexion de cette région au Kosovo, voire à une « Grande Albanie », cette autre émanation de l'UCK perdit tout soutien occidental, et concrètement celui de la KFOR, dès que Milosevic fut renversé.

Bien que le Premier ministre fut assassiné– vraisemblablement par des éléments d'une unité spéciale de la police craignant que certains d'entre eux soient extradés à La Haye – en 2003, le Parti démocrate fondé par Djindjic consolida progressivement son pouvoir et déploya un maximum de zèle à satisfaire les recettes des pontifes de Bruxelles : réformes ultralibérales dans le champ économique, social et fiscal et, bien entendu, collaboration poussée

(Suite page 10)

Kosovo : Dialogue et lacrymos

Après la rupture de toute relation lors de la proclamation d'indépendance de Pristina, le "dialogue" entre représentants serbes et kosovars a débuté à Bruxelles en mars 2011, sous la conduite d'un "médiateur" européen et d'un "observateur" étatsunien. D'emblée, ces derniers ont refusé que les pourparlers abordent la question du statut du Kosovo, comme le demandait Belgrade, mais uniquement les problèmes concrets rencontrés par les citoyens du Kosovo. Un premier accord a été conclu en juillet, Belgrade acceptant la circulation de véhicules immatriculés par Pristina et remettant des copies des registres de naissance. Mais les négociations butaient sur la reconnaissance des cachets de douane. Depuis 2008, les rares marchandises exportées par le Kosovo ne portaient plus le cachet de la Mission de l'ONU déployée, encore aujourd'hui, sur le territoire, mais un sceau faisant référence à un Etat kosovar, en violation d'accords régionaux en vigueur. La Serbie, mais aussi la Bosnie-Herzégovine, n'ont dès lors plus rien importé du Kosovo. Alors que le sujet était discuté à Bruxelles, Pristina a voulu forcer la décision, en appliquant à son tour un embargo commercial contre Belgrade. Puis, comme cet embargo n'était pas respecté dans le Nord, majoritairement serbe, y compris parmi la police, le gouvernement de Thaci a investi les "deux postes-frontières" du Nord au moyen d'une unité spéciale de police. La population locale s'est soulevée, a incendié un des deux postes et repoussé les hommes de Pristina, dont un a été tué.

Durant les semaines suivantes, la KFOR a pris le contrôle des deux postes, tout en interdisant le passage de marchandises, ce qui a néanmoins fait baisser quelque peu la tension. Jusqu'à ce que, le 2 septembre, le "dialogue" accouche d'un accord sur les cachets de douane : Belgrade reconnaît un cachet marqué uniquement "Kosovo", tandis que Pristina lève son embargo. Cependant, cette dernière a interprété l'accord, d'abord comme une reconnaissance de son indépendance par la Serbie, mais surtout comme un feu vert pour déployer policiers et douaniers "loyaux", c'est-à-dire albanophones, aux deux postes litigieux. L'opération a effectivement été menée le 16 septembre, grâce aux hélicoptères de la KFOR. Les Serbes ont réagi en ouvrant des routes alternatives et en édifiant quantité de barricades sur les axes officiels, en particulier à proximité des deux postes dont Pristina venait de prendre le contrôle. C'est après avoir rendu impraticable une de ces routes alternatives et alors qu'ils voulaient abattre une barricade que, le 27 septembre, des soldats allemands de la KFOR ont d'abord tiré des gaz lacrymogènes sur la foule qui la gardait, puis à balles réelles quand elle a riposté en les caillassant, échange qui a fait un total de 11 blessés, 7 Serbes et 4 Allemands.

Le "dialogue" a ensuite été suspendu, Bruxelles, Washington et Pristina exigeant que la session prévue fin septembre soit consacrée comme prévu aux télécoms et aux forums régionaux, sans qu'il soit même question de la situation explosive du Nord du Kosovo, comme le demandaient les autorités serbes. Ce qui fait sans doute le plus enrager ces dernières est probablement le fait que jamais auparavant EULEX et la KFOR n'ont violé si ouvertement la clause de leurs mandats respectifs, émanant du Conseil de sécurité de l'ONU, leur imposant la neutralité envers le statut du Kosovo.

Mais l'action concertée de l'OTAN, l'UE et Pristina va au-delà de l'instauration par la force de frontières qu'ailleurs on dit vouloir abattre. En visite à Belgrade le 23 août, la chancelière allemande, Angela Merkel, a clairement indiqué qu'aucun progrès vers l'UE ne sera plus possible tant que les "structures parallèles" serbes au Kosovo continueraient à être actives. Or, c'est grâce à ces "structures" (écoles, hôpitaux, administration, pensions...) que survit la majorité des Serbes restés au Kosovo, dans le Nord, mais aussi dans les enclaves du Sud. Alors que les dirigeants de Belgrade s'attendaient plutôt à ce qu'on leur signifie que les portes de l'UE leur étaient grandes ouvertes après qu'ils aient extradé les deux derniers inculpés du Tribunal de La Haye, cette nouvelle condition a fait l'effet d'une douche froide. Et il ne faut pas être prophète pour deviner que, très bientôt, c'est une reconnaissance pure et simple du Kosovo indépendant qui sera exigée, sous prétexte qu'on ne peut pas admettre une "deuxième Chypre" ou un "conflit gelé" dans le club européen. La montée en flèche de l'"euroscepticisme" dans la population serbe n'est dès lors pas surprenante et s'assimile plutôt à un réflexe de survie. **GB**



En Libye, l'Otan poursuit la guerre et la Belgique aussi

L'OTAN vient d'annoncer que ses opérations militaires en Libye sont prolongées de 90 jours et peut-être même pour un temps indéterminé. On peut lire par ailleurs, sur le site officiel de l'Otan, un compte-rendu quotidien des missions accomplies sous le titre « Opération Protecteur unifié ». Ainsi, le communiqué du 29.9 informe que « depuis le début de l'opération Otan, le 31 mars 2011, un total de 24.346 sorties, dont 9.082 sorties de combat, ont été effectuées. » Une précision est ajoutée : « les sorties de combat sont destinées à identifier et attaquer des cibles bien choisies, mais ne signifient pas un déploiement de munitions à chaque fois ».

Derrière ces chiffres, quel bilan peut-on se représenter en termes de morts, de destructions de bâtiments publics, d'hôpitaux, d'écoles, de maisons particulières, d'infrastructures économiques ? Silence total de l'Otan sous cet angle. Les communiqués officiels se réjouissent seulement de la précision du matériel utilisé, du professionnalisme des utilisateurs... Le blackout est total et les médiamensonges sont invasifs...

Cependant, même à partir des déclarations officielles de l'Otan, on peut se faire une idée du désastre gigantesque provoqué par cette opération de guerre. Un récent communiqué paru sur le site de l'Otan titre : « Des frappes précises, menées avec soin, pour protéger Tripoli ». L'Otan se vante de « sa campagne de bombardements la plus précise et la plus prudente jamais menée ... une chaîne de commandement rigoureuse a été mise en place pour garantir qu'aucune erreur ne soit commise ». Mais ce sont les « rebelles » du Conseil National de Transition qui fournissent à l'Otan les informations lui permettant de « mener avec soin ses frappes précises ». Pour eux, un hôpital construit à côté d'un bâtiment administratif, n'est pas une construction civile, mais un lieu pris en otage par les forces militaires kadhafistes pour se protéger d'un éventuel futur bombardement.

Les frappes de l'Otan, ont ciblé une grande quantité de bâtiments civils, tels que des bureaux administratifs, des installations industrielles, les bâtiments des télécommunications, les habitations de personnes « suspectes ». Plusieurs ambassades, dont celle du Venezuela, ont été endommagées. Les cibles sont tout ce qui pourrait représenter « une menace » pour la mission dite de « protection des civils ». A Tripoli, à Syrte, les simples habitants étaient devenus une « menace » quand ils ne quittaient pas leur maison à la première injonction d'évacuation lancée par les « rebelles ».

Les missions de guerre de l'OTAN ont clairement nettoyé la route pour permettre l'entrée dans Tripoli et autres villes, de ce qu'elle nomme les « forces du CNT ». En fait l'Otan a participé d'une manière prépondérante au renversement du gouvernement de Kadhafi, et essaie maintenant de protéger la prise du pouvoir du Conseil National de Transition, baptisé « représentant légitime du peuple libyen ». Et on peut penser objectivement que c'est l'Otan elle-même qui l'a fomenté.

Maintenant, une nouvelle mission s'offre à l'Otan, grâce à la résolution 2009 récemment adoptée par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Celle-ci crée une « mission d'appui des Nations Unies en Libye la MANUL, qui sera mandatée, entre autres, « pour coordonner l'appui qui pourrait, le cas échéant, être demandé (par la Libye) à d'autres intervenants multilatéraux et bilatéraux ». Qui est à même de « rétablir l'ordre et la sécurité publics et promouvoir l'État de droit... étendre l'autorité de l'État... défendre et protéger les droits de l'homme » ? : C'est l'Otan sans le moindre doute.

En 2001, la mission de l'ONU en Afghanistan s'appelait la FIAS (Force Internationale d'assistance et de sécurité). Il a fallu plus de deux ans pour que l'Otan obtienne le mandat du Conseil de Sécurité qui lui donnait le commandement partiel de l'occupation du pays. Actuellement, l'OTAN a pris les devants en Libye. Cette guerre a été projetée bien avant les résolutions du C.S. 1970 et 1973. Elle était légitimée par le Nouveau concept stratégique de l'Otan dès son adoption en novembre 2010.

L'Otan est intervenue dans un conflit intérieur d'un pays à un niveau très alarmant. Cela représente une violation flagrante, non seulement du droit international ou des principes de base des Nations Unies, mais aussi de sa propre charte. Cela devrait préoccuper au plus haut point nos représentants politiques et nos défenseurs des droits de l'homme.

Mais en Belgique, après avoir obtenu le vote unanime (ou presque) du parlement pour participer à l'intervention militaire otanienne, le gouvernement (toujours en affaires courantes) a décidé de prolonger cette participation de 90 jours. Une seule réunion – à huis clos – de la Commission Défense et Affaires Extérieures, s'est tenue pour en informer les députés. La seule objection qui s'est levée dans les rangs parlementaires, était pour se plaindre du manque de concertation suffisante entre gouvernement et parlement !

Pas un représentant politique n'a interpellé le gouvernement sur un éventuel bilan des six premiers mois de guerre, n'a posé la question publique sur le bien fondé de la « mission à l'étranger » qui a déjà coûté plus cher à la population belge que l'intervention en Afghanistan. La guerre et la destruction de tous les acquis sociaux et économiques de la population libyenne depuis la révolution de 1969, tout cela peut continuer comme s'il ne se passait rien, puisqu'on n'en parle pas...

Claudine Pôlet

La complicité entre l'ONU et l'Otan

D'après les récentes déclarations du représentant permanent vénézuélien auprès de l'ONU Julio Escalona, cette organisation internationale, regroupant à quelques exceptions près tous les états de la planète, n'est plus fiable. Dans une interview, il explique que l'ONU est malheureusement colonisée et contrôlée par les USA et par les pays du Nord.

Cette affirmation trouve un écho dans les récentes déclarations de l'Ambassadeur Ivo Daalder, représentant étasunien auprès de l'Otan. Daalder affirme que concernant la guerre en Libye *« Ce sont les États-Unis qui ont dirigé cette opération, ce sont eux qui ont dirigé l'initiative pour obtenir le mandat du conseil de sécurité (Résolution N°1973) et faire décider que l'Otan l'exécute, ce sont eux qui ont dirigé la planification et l'exécution de l'opération militaire, ils ont commencé par neutraliser la défense aérienne libyenne, et ils ont continué en supprimant les défenses pendant tout le cours du conflit, en utilisant des drones armés »*. Il continue en révélant que *« ce sont eux qui ont fourni le gros de l'intelligence en permettant d'identifier les objectifs à frapper, aussi en approvisionnant en vol les chasseurs bombardiers alliés »*.

Étrange affaire, n'est-ce pas ? Puisque l'ONU a pour finalité principale LA PAIX INTERNATIONALE, et non la guerre. Fondée en 1945, afin d'arrêter les guerres entre pays et de fournir une plateforme de dialogue, ses objectifs sont officiellement de faciliter la coopération dans le domaine du droit international, de la sécurité, du développement économique, le progrès social et les droits de l'homme. Et pourtant, lors du séisme qui provoque un désastre humanitaire début 2010 en Haïti, l'ONU s'est montrée incapable de coordonner de l'aide ; en revanche il n'a fallu que dix jours à cet organisme de paix pour voter une nouvelle résolution de guerre.

Les propos du représentant étasunien auprès de l'Otan, *« ce sont [les USA] qui ont dirigé l'initiative pour obtenir le mandat du Conseil de Sécurité, et faire décider que l'Otan l'exécute »* semblent plutôt confirmer les déclarations du représentant vénézuélien J.Escalona, excédé aussi par l'attitude du secrétaire général du même organisme, qui sans le moindre mandat décide au milieu de la confusion de la bataille de Tripoli, de rencontrer des représentants du CNT octroyant ainsi une reconnaissance Onusienne aux rebelles anti-Kadhafi.

Dans ce mécanisme de guerre qui se répète sans cesse depuis plus de dix ans (Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Libye) la complicité de l'ONU et de l'Otan est flagrante. Pourtant, pas plus loin que l'année 2009, le rapport mondial d'indice de développement humain (IDH) défini par le programme de l'ONU, avait classé la Libye parmi les pays les plus développés du monde.

En dehors des explications ou des déclarations concernant cette guerre, on devrait plutôt se poser la question suivante: A qui profite la guerre en Libye ? Et la réponse trouve rapidement sa place dans la politique étasunienne concernant l'Afrique, ou la politique de sécurité que les États Unis mènent de facto en Afrique, à travers une nouvelle force militaire connue sous l'acronyme de Africom (*The United States Africa Command*).

Les États-Unis ont créé et présenté Africom comme une restructuration efficace des institutions ainsi que comme un programme bienveillant de soutien aux gouvernements africains pour des opérations humanitaires ou de sécurité. *« Le but de l'Africom est d'aider les Africains à augmenter leur capacité à défendre leur propre sécurité »* affirmait la vice-assistante du secrétaire à la défense Thérésa Whelan, niant la possibilité qu'Africom ait été créé *« seulement pour lutter contre le terrorisme ou s'assurer les ressources en pétrole ou décourager la Chine »*.

Mais Horace Campbell, professeur d'histoire afro-américaine et de sciences politiques à l'université de Syracuse, estime que *« les bombardements occidentaux en Libye sont devenus pour l'Africom un stratagème opportuniste de relations publiques et une nouvelle tête de pont en faveur d'un bastion militaire sur le continent »*. Et le journaliste américain William Engdhal écrit que *« la décision de Washington de bombarder la Libye de Kadhafi, n'a pas grand chose a voir avec ce que le gouvernement d'Obama proclame être une "mission de protection de civils innocents", en réalité, ceci fait partie d'un plus vaste plan stratégique de l'Otan et du Pentagone en particulier, de contrôler le talon d'Achille de la Chine, à savoir sa dépendance stratégique d'importation en grande quantité de pétrole brut et de gaz »*.

Les propos de ces auteurs se trouvent directement confirmés par ceux tenus par un des conseillers aux départements d'État et de la Défense Américaine, le docteur Peter Pham qui explique que parmi les buts ultimes d'Africom, une de plus importantes tâches est de *« protéger l'accès en hydrocarbures et autres ressources stratégiques, dont l'Afrique est riche et s'assurer qu'aucune tierce partie comme la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie ne puissent obtenir un monopole ou des traitements de faveur »*

On arrive à la conclusion que l'affaire libyenne est un coup monté pour établir l'Africom dans les territoires africains, projet auquel le colonel Mouamar Kadhafi s'était toujours opposé : Il ne restait qu'à se défaire de l'obstacle que constituait Kadhafi, en donnant un feu vert explicite à travers la résolution 1973 de l'ONU.

Les pays de l'Otan n'ont à leur bilan aucune trace positive et crédible d'assistance aux véritables combattants de la liberté et aux mouvements de libération africains Les États-Unis et la Belgique étaient complices dans la planification du meurtre de Patrice Lumumba au Congo. La "Protection des civils" n'est pas seulement un sommet d'hypocrisie de la part des États-Unis et des dirigeants occidentaux, elle constitue surtout une ingérence, en absolue contradiction avec le principe fondateur de la Charte des Nations Unis, la souveraineté et l'égalité en droit de chaque état. Et se défendre contre *"la légalisation de l'ingérence"* c'est un principe éminemment progressiste que défendent les dirigeants cubains, vénézuéliens, boliviens et bien d'autres pays latino-américains, apportant dans cette démarche la plus grande contribution à l'émancipation sociale et politique des peuples.

.

Patricia Villalon

Il y a 20 ans, la Yougoslavie explosait (2)

Après avoir examiné l'évolution des républiques du nord-ouest de l'ancienne fédération yougoslave, nous allons maintenant tenter d'évaluer l'intégration euro-atlantique des trois Etats méridionaux issus de la Yougoslavie : Macédoine, Monténégro et Serbie, sans oublier la province serbe du Kosovo, qui a unilatéralement proclamé son indépendance en 2008.

Bien que sa sécession se soit déroulée pacifiquement, la **Macédoine** dut attendre bien plus longtemps que les autres républiques yougoslaves pour être admise à l'ONU, sous le vocable d'« Ancienne république yougoslave de Macédoine », ou FYROM selon son acronyme anglais. Et ce n'est qu'à la fin 1993 que son indépendance, proclamée en septembre 1991,fut reconnue par de premiers pays de l'Union européenne, et au début 1994 par les Etats-Unis, soit un an et demi après la Russie. En cause, déjà, l'attitude hostile de la Grèce, inquiète que le nom « constitutionnel » du nouvel Etat (« République de Macédoine ») n'implique des revendications territoriales sur la région du même nom occupant le nord de son Etat. Après avoir entraîné divers blocus grecs dans les années '90, cette querelle a suscité le veto d'Athènes à l'entrée du pays dans l'OTAN en 2008 et continue de bloquer son adhésion à l'UE.

Si les mesures de rétorsion grecques peuvent paraître démesurées au regard du faible poids, tant militaire qu'économique, de la Macédoine, il faut admettre que, si Skopje voulait à tout prix susciter l'ire d'Athènes, elle n'agirait pas autrement. Le centre de la capitale macédonienne est encombré de monuments et de références à la gloire de héros grecs antiques, en premier lieu Alexandre le Grand. On pourrait vainement chercher une quelconque filiation entre ce paléo-impérialiste de génie et la population macédonienne, peuple slave arrivé dans la région plus d'un millénaire après sa mort.

En outre, cette polémique identitaire laisse de marbre les diverses minorités du pays : Turcs, Serbes, Roms et, surtout, Albanais qui constituent à eux seuls plus d'un quart de la population. La tension entre ces derniers et la majorité slave a culminé en 2000 quand une émanation de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), l'Armée nationale de libération (UCK-M), a déclenché une guérilla contre les forces de sécurité macédoniennes. Cette « petite » guerre, qui causa quand même un millier de morts, s'est achevée en août 2001 par la signature de l'accord d'Ohrid. Imposé sous la pression occidentale, cet accord a octroyé divers droits à la minorité albanophone (décentralisation, meilleure représentation dans les services publics, reconnaissance de l'albanais comme langue officielle...), à condition que l'UCK-M se transforme en parti politique et que – à l'inverse du Kosovo – elle renonce à toute idée de sécession ou de « Grande Albanie ». Une force de l'OTAN était déployée pour garantir le cessez-le-feu et désarmer les anciens rebelles.

Petite particularité de ce conflit, des instructeurs états-uniens étaient déployés dans les deux camps, armée macédonienne et UCK-M. Il fallut même une intervention de soldats états-uniens de la force de l'OTAN au Kosovo pour secourir un groupe de rebelles qui s'étaient aventurés dans la banlieue de Skopje. Parmi eux, se trouvaient 17 officiers de la MPRI, la firme de Virginie qui avait planifié les offensives

de l'armée croate contre les Serbes de la Krajina en 1995 !

La force de l'OTAN a été remplacée en 2003 par une mission militaire de l'UE, complétant la mise sous tutelle du pays par Bruxelles, qui le gratifiait un an plus tard du statut de « candidat ». Bien qu'il ait été érigé en modèle de la Banque mondiale pour l'audace de ses « réformes »,sa situation économique reste profondément morose, avec un taux de chômage évoluant largement au-dessus de 30 %. Alors que les « questions nationales » des deux principaux groupes ethniques ne sont pas résolues, l'écart de niveau de vie entre les Macédoniens et les autres citoyens d'ex-Yougoslavie n'a cessé de se creuser.

Sous la direction de Milo Djukanovic, qui a alterné pendant près de vingt ans les postes de Premier ministre et de Président de la république, le **Monténégro** a longtemps maintenu des liens avec la Serbie. Ayant fondé avec elle, en 1992, la « République fédérale de Yougoslavie » sur les décombres de la « République fédérative socialiste de Yougoslavie » de Tito, le Monténégro a progressivement pris ses distances avec Belgrade. Une vague confédération, la Communauté d'Etats Serbie et Monténégro, a été formée en 2003, prélude à une séparation complète en 2006, à la suite d'un référendum sur l'indépendance remporté de justesse par les sécessionnistes.

Sous Milosevic, pendant la décennie de sanctions qui ont accablé la RFY, Djukanovic a consolidé son pouvoir en accroissant son autonomie vis-à-vis de Belgrade, encourageant une identité monténégrine dans une population qui s'est longtemps considérée comme une branche de la nation serbe. Mais, surtout, il a pris prétexte des embargos pour développer d'importants réseaux de contrebande « pour le bien du pays ». Il s'est considérablement enrichi, notamment en contrôlant le trafic de cigarettes à travers l'Adriatique, en collaboration avec certains clans de la mafia italienne et avec divers gros formats de la criminalité serbe et croate. Plusieurs journalistes qui ont exposé ces pratiques, au Monténégro, mais aussi en Croatie, ont payé de leur vie leurs révélations. Protégé par son immunité de chef d'Etat, il a jusqu'à présent échappé à la justice italienne qui l'a dans son collimateur depuis plus de dix ans.

Refuge des mafias d'une bonne partie de l'Europe, le Monténégro est également la terre d'accueil ensoleillée de nombreux oligarques russes, qui rachètent de larges portions de la côte adriatique, ainsi que les quelques fleurons de son industrie, en particulier celle de l'aluminium. Cela ne l'a pas empêché d'adopter, dès 2002, l'euro comme monnaie officielle et de recevoir le statut de « candidat » au club européen en décembre 2010, moment à ce point historique que Djukanovic en a profité, cédant à de pesantes pressions internationales, pour se retirer de la tête de l'Etat. Il a cependant tenu à garder les rênes de son « Parti démocratique des socialistes », majoritaire au Monténégro depuis sa création sur les décombres de la section locale de la Ligue des communistes de Yougoslavie en 1990.

Sur le plan politique, l'attention reste focalisée sur les relations avec la Serbie. Ayant choisi la « monténégritude » comme cheval de bataille, le pouvoir de Podgorica s'acharne à promouvoir une « Eglise orthodoxe monténégrine » (alors que les Monténégrins sont traditionnellement de rite orthodoxe serbe) et une langue monténégrine (alors

(Suite page 9)

(Suite de la page 5)

droit" de mener des expéditions militaires n'importe où dans le monde, pour toute une gamme de raisons incluant par exemple la sécurité de l'approvisionnement en énergie des pays occidentaux. Les choses sont dites sans la moindre équivoque : l'Otan est l'instrument destiné à maintenir l'ordre occidental sur la planète, permettant de cadenciser toutes les régions où des puissances émergentes pourraient contester son *leadership*.

La perception selon laquelle l'Otan chercherait à sortir de l'Afghanistan est directement contredite par les textes publiés en marge de ce même sommet, et par les faits mêmes : les États-Unis sont en train de construire des bases militaires conçues pour le long-terme. La "*passation de pouvoir*" annoncée pour 2014, entre les forces de l'Otan et l'armée nationale afghane devrait plutôt s'apparenter à un "*changement de casquette*" : de façon explicite l'Otan entend rester en Afghanistan, à la demande bien sûr du "pouvoir" qu'elle contribue à maintenir tant bien que mal en place, "*pour un partenariat à long terme qui se poursuit au-delà de la mission de l'ONU*" (prétexte actuel de la présence de l'Otan).

2014 est également la date où le fameux pipe-line "TAPI" (Turkménistan-Afghanistan, Pakistan-Inde) devrait enfin être mis en service. Ce projet qui avait déjà justifié l'aide apportée par les USA aux Taliban dans les années 90, concrétiserait l'accession aux richesses énergétiques de la Caspienne. L'Otan doit être l'acteur essentiel de la sécurisation du trajet de ce pipe-line.

L'objectif réel de la guerre en Afghanistan, comme de celle en Libye et de celles qui s'annoncent, est de tenter de maintenir le plus longtemps possible la mainmise de l'Occident sur le monde, et de contenir la montée en puissance de pays du Tiers-Monde, en particulier de la Chine. Avoir la main sur les ressources énergétiques est une condition préalable évidente.

Que fait la "défense" belge en Afghanistan ?

La question de l'échec ou du succès de l'*intervention* en Afghanistan n'affleure même pas dans les propos de Pieter De Crem. La question pour notre ministre de la défense, qui vise peut-être le prochain poste de Secrétaire Général, semble essentiellement être celle de l'image de la Belgique en tant que partenaire docile et fiable de l'Otan : "*Les opérations militaires à l'étranger sont le 'core business' de la défense belge*" répète-t-il. "*Ma mission était de réformer l'armée et de faire en sorte que la Belgique redevienne crédible en participant à des opérations militaires à l'étranger.*"⁴

Nous, nous estimons plutôt que la "défense" belge doit en revenir à sa notion fondamentale, celle de la *défense* du territoire. La défense de la Belgique ne passe certainement pas par des expéditions de type colonial, en Libye, en Afghanistan ou ailleurs.

Roland Marounek

Notes

1. Chiffre tirés du PNUD et du "World Factbook" de la CIA ; les chiffres concernant l'alphabetisation sont de 2008
2. Libération, 26 août
3. Cf Alerte Otan n°37, avril 2010
4. La Libre Belgique, 1er juin

(suite de l'édito de la page 1)

grandes bases US avec en corollaire, l'établissement de pouvoirs favorisant leurs intérêts. Il est peu douteux que ce soit le sort dévolu à la Libye libérée. Ce sont les intérêts économiques et stratégiques qui sont en jeu, pas les différents thèmes agités successivement par la propagande de l'Otan.

La prochaine étape pourrait être celle de l'intervention humanitaire pour sauver le peuple syrien, et au-delà, l'intervention humanitaire pour sauver le peuple iranien, si le thème nucléaire n'est pas alors jugé plus porteur.

Toutefois, la résistance libyenne a déjà fait échouer le plan initial des pays de l'Otan : faire passer l'ingérence militaire en Libye sous le masque du "Printemps Arabe". Tripoli est, clairement, tombée sous les bombes de l'Otan, il n'y a pas eu moyen de faire passer cela pour une révolution du peuple libyen, les "révolutionnaires" ne sont rien sans l'Otan et ses bombardements.

Cette résistance du peuple libyen, inattendue dans le chef des responsables otaniens, est arrivée à tenir en échec pendant 6 mois la plus grande puissance militaire du monde, et elle est loin d'être terminée. On peut penser qu'elle compromet de manière fondamentale le plan en cours de déstabilisation du « Grand Moyen Orient », elle-même partie de l'entreprise tentaculaire de l'Otan entamée en Yougoslavie.

Ont collaboré à ce numéro :

Georges Berghezan
Carle Goffi
Roland Marounek
Claudine Pôlet
Marcel Poznanski
Francine Verstraeten
Patricia Villalon

Afghanistan : 10 ans de gâchis prémédité

Le 7 octobre 2001 commençait la guerre et l'occupation de l'Afghanistan. Dix ans plus tard, le bilan est tragiquement désastreux, et le contraste est frappant entre les discours merveilleux du début de l'*intervention* et la réalité de l'Afghanistan d'aujourd'hui.

Après 10 années d'*aide occidentale* :

- L'espérance de vie est de 45 ans (contre 46 en 2001)
- Le taux de mortalité infantile est de 149 pour 1000, (147 pour 1000 en 2001)
- Le taux d'alphabetisation est de 34%, taux qui tombe à 18% pour les femmes¹

Après une décennie de *contribution à la reconstruction de l'Afghanistan* de la part de l'Occident, le pays se classe à la 2^e place mondiale de la mortalité à la naissance, et à l'avant-dernière place pour l'espérance de vie...

En ce qui concerne la libération des femmes et l'amélioration globale des droits humains rien de ce qui avait été promis au début de la guerre ne s'avère bien réel aujourd'hui. Les États-Unis et les dirigeants otaniens sont plutôt anxieux de ne pas arriver à se concilier les taliban malgré tous leurs efforts pour les corrompre. De l'avis général, les taliban reviennent en force ; estimés à quelques milliers au début de la guerre, ils semblent se multiplier avec les bombardements. Il y a là un problème de logique élémentaire.

Pour ce qui est de l'*aide humanitaire*, loin d'en être le soutien indispensable prétendu, la présence militaire agit directement à son encontre : En mettant 'officiellement' l'humanitaire comme justification de sa présence militaire, l'Otan fait des humanitaires ses agents directs de l'invasion, et les expose comme cible 'légitime' (comme parlerait l'Otan) de l'insurrection. Le travail humanitaire s'en trouve directement compromis. Un deuxième aspect plus pernicieux de cette politique, c'est que les "valeurs" somme toute raisonnables, éducations des filles, droits des femmes, etc., en étant mises en avant par les occupants pour justifier leur occupation, apparaissent dès lors également à combattre par la résistance à l'occupation, talibane ou non. Autrement dit, cette politique conduit directement à décrédibiliser les valeurs qu'elle prétend défendre

Là où l'Afghanistan crève incontestablement tous les records, c'est en termes de production d'opium, où il se hisse fièrement à la première place incontestée avec plus de 90% de la production mondiale (alors qu'en 2001 les taliban avaient pratiquement éradiqué la culture du pavot). Pour mettre en évidence les prodigieux succès de l'Otan en Afghanistan, notre ministre des Affaires Étrangères de l'époque Karel De Gucht avait même claironné en 2008 que son produit national brut avait doublé : il prenait simplement en compte la production d'opium...

Quant à la justification première de cette guerre, en dehors des fioritures humanitaires, qui était d'éradiquer la menace terroriste dans le monde, chacun peut se faire une idée de sa réussite aujourd'hui. Fallait-il vraiment attendre 10 ans pour juger du sérieux qu'il fallait accorder à cette affirmation, "*lutter contre le terrorisme en allant bombarder et occuper un pays*"? Le caractère fantai-

siste de cette justification saute par ailleurs aux yeux lorsqu'on voit qu'à l'occasion de la guerre contre la Libye, l'Otan a littéralement ouvert le passage à coup de bombes aux combattants d'Al Qaida. Le chef militaire de Tripoli aujourd'hui est l'un des fondateurs du Groupe islamique combattant libyen qui a commencé son *jihād* dans les années 80 en Afghanistan, au côté d'un certain Ousama Ben Laden.

De l'opposition à la guerre en Afghanistan au soutien à la guerre en Libye

Même ceux qui figuraient parmi les plus farouches détracteurs de l'*intervention* en Afghanistan pour des raisons humanitaires (droits des femmes en particulier) doivent bien constater l'évidence. Si certains estiment que, puisque le remède n'a pas eu les résultats annoncés, il faut *donc* en administrer davantage, plus de militaires, plus d'occupation, plus de bombes..., d'autres remettent de façon plus en plus affirmée en cause la participation de notre pays dans cette guerre. Outre l'ensemble du mouvement de la paix, c'est notamment le cas des partis dit 'de gauche' en Belgique

Cependant les raisons de cette opposition reposent souvent sur un biais particulièrement dangereux : en substance, une certaine opposition progressiste estime que l'Otan, l'Occident dans son ensemble a *échoué*, pour de mauvaises raisons diverses, dans *une juste entreprise d'aide à l'Afghanistan* en 2001³.

C'est bien cette perception fondamentalement fautive qui a conduit les mêmes représentants 'progressistes' à approuver en mars dernier sans le moindre sourcillement la nouvelle intervention de l'Alliance Atlantique 'hors-zone', drapée comme il faut d'oripeaux humanitaires. Si dans 10 ans la Libye est un autre immense gâchis dans lequel est embourbé l'Otan, la raison en sera-t-elle que l'Occident a encore, bizarrement, échoué dans sa noble *intention* de venir généreusement en aide aux Libyens ?

Prendre au sérieux les affirmations de l'Otan selon lesquelles elle était en Afghanistan pour éradiquer Al Qaida, ou pour libérer les femmes (ou en Libye pour protéger les populations civiles) mais que pour des raisons obscures ça n'a pas marché, cela ne peut mener qu'à accepter les autres guerres à venir. Il me semble essentiel d'arriver à se réveiller de cet aveuglement.

Il ne faut pas être angélique : L'Otan comme toute autre armée d'une puissance économique de l'histoire humaine, n'a aucunement pour vocation d'être une entreprise caritative. L'occupation de haut-plateaux stratégiques qui surplombent la Russie, la Chine et l'Iran n'a rien à voir avec le développement des populations afghanes ou le droit des femmes.

La guerre en Afghanistan est-elle vraiment un échec pour l'Otan ?

En adoptant son dernier Concept Stratégique en novembre dernier à Lisbonne, l'Otan s'arroge officiellement "le

(Suite page 6)